

## L'envers de la réhabilitation

Bernard Lége

Volume 10, Number 3, 1986

Correspondances : la construction politique de l'objet esthétique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006371ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006371ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

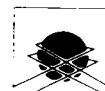
Lége, B. (1986). L'envers de la réhabilitation. *Anthropologie et Sociétés*, 10(3), 175–200. <https://doi.org/10.7202/006371ar>

### Article abstract

#### The Other Side of Rehabilitation

In 1973, the municipality of Bologna (Italy) launched a plan to rehabilitate the residential deteriorated parts of the city's historic center, while preserving their social structure. The ethnological survey made in the first renovated part of Old Bologna shows that relocation is perceived by families as the starting point for an upward trajectory which can be followed only by individuals; hence a break in the system of social relations and the appearance of hierarchic order among families. People try in vain to get rid of the feeling that they are an object of social assistance; thus the project and its originators are severely criticized.

# L'ENVERS DE LA RÉHABILITATION



**Bernard Légié**

La réhabilitation immobilière est-elle un effet de mode ou bien s'agit-il d'un phénomène historique appelé à agir durablement et en profondeur sur la morphologie des villes, le « ménagement » remplaçant l'aménagement ? Avec son volet « conservation sociale » et alors qu'elle se voulait une alternative aux constructions des grands ensembles périphériques dont les conséquences sociales commençaient à être dénoncées (Chamboredon et Lemaire 1970, Nora 1972), l'idée lancée à Bologne au début des années soixante-dix semblait dépasser largement les dimensions d'un simple phénomène circonstanciel. À un moment où la plupart des planificateurs étaient encore pris par la griserie des plans d'expansion bigarrés, les urbanistes bolonais, eux, renonçaient à leur pouvoir de technocrates défricheurs d'espace pour s'intéresser aux quartiers les plus menacés de disparition (du fait des destructions-reconstructions avec expulsion des habitants, accompagnant généralement les opérations de spéculation privée). Insérée dans un ensemble d'autres mesures, la restauration de l'habitat dégradé des quartiers populaires (avec maintien des populations)<sup>1</sup> prenait l'allure d'un véritable projet urbain<sup>2</sup>. L'ampleur des objectifs et la qualité intrinsèque du projet (Cervellati et Scannarini 1973) attirèrent aussitôt l'attention des spécialistes de tous bords – d'autant plus que Bologne était la seule capitale régionale et la plus grande ville du monde occidental à être administrée par la gauche sans interruption depuis 1945<sup>3</sup>. De nombreux architectes, urbanistes et politiciens vinrent du monde entier étudier les modalités de réalisation du plan pour le centre historique.

<sup>1</sup> Le maintien des populations a pu être obtenu grâce à un système de loyer dit « social » calculé sur la base des ressources familiales. Il représente environ 10 % du revenu moyen des familles mais il peut devenir franchement symbolique (quelques milliers de lires) dans le cas de retraités ne disposant que de la pension minimum. Aucune aide directe n'étant perçue par ailleurs, ce système ne fait pas peser l'assistance et enlève le sentiment de précarité que laisse, parfois, l'attribution d'allocations toujours susceptibles d'être un jour suspendues.

<sup>2</sup> Jusque vers 1960, la grande caractéristique de la gestion de gauche à Bologne fut de présenter des budgets en équilibre et de se tenir à l'écart de toute forme de clientèle. La ville était bien administrée mais il n'y avait pas de véritable politique urbaine.

<sup>3</sup> Les socialistes avaient, en réalité, conquis le pouvoir communal bolonais dès 1914, lors des élections administratives qui firent suite à l'instauration du suffrage universel en Italie. Le maire socialiste Zanardi avait, toutefois, été contraint de se démettre sous la pression des événements violents provoqués par les fascistes, à la fin de 1920. Il est à noter qu'avec le retour de la démocratie, en 1945, le PCI a toujours obtenu une majorité de voix par rapport au PSI (socialiste). Toutes les équipes municipales qui se sont succédées à Bologne depuis la guerre furent dirigées par des maires communistes.

## ▣ Problématique

Les implications sociales, dans les déclarations des administrateurs, étant aussi importantes que les aspects architecturaux, il fallait évaluer les effets de cette politique sur la vie même des premiers concernés : les habitants des quartiers réhabilités. Dans les intentions, en effet, le projet allait plus loin qu'une simple réhabilitation de secteurs d'habitat populaire avec maintien sur place des habitants. L'idée de la réhabilitation d'un tissu urbain moyenâgeux y apparaissait liée à celle d'une vie communautaire qui ne manquerait pas de s'instaurer en renouant avec les formes de sociabilité de l'époque pré-industrielle<sup>4</sup>. Le problème n'était donc pas posé seulement en terme de service, de confort, mais aussi en terme de sociabilité. Pour activer encore davantage la communication entre les habitants, les architectes avaient prévu des aménagements qui innovaient par rapport à ce qui existait dans le passé : libre passage dans les jardins intérieurs, installation d'un chauffage central commun à toutes les maisons, transformation d'un ancien potager en jardin public d'agrément, etc... Tous ces équipements, qui nécessitent des prises de décisions communes, étaient supposés servir d'embryon à une autogestion généralisée et spontanée de l'ensemble des habitations.

De telles dispositions sont la preuve que depuis les hygiénistes du XIX<sup>e</sup> siècle en passant par les théoriciens des cités-jardins (Howard 1898) ou les partisans des services communs dans les « cités radieuses » (Le Corbusier 1935, 1942), les aménageurs « demiurges » continuent d'attribuer des vertus thérapeutiques à l'espace. Mais l'urbanisme décisionnel induit souvent des changements fort éloignés de ceux souhaités par les décideurs. Nous savons, d'expérience, que les mesures prises en ce domaine dépassent largement le champ de leur intervention pour atteindre les modes de vie en agissant en profondeur sur les rapports sociaux. « Quand les conditions de la vie sont changées », avertit Durkheim, « l'échelle d'après laquelle se règlent les besoins ne peut plus rester la même » et « il faut du temps pour qu'hommes et choses soient à nouveau classés par la conscience publique » (Durkheim 1930).

Nous verrons plus loin que dans les secteurs dégradés de Bologne s'étaient concentrées, au hasard des immigrations, des familles qui partageaient sinon des affinités, du moins des caractéristiques communes. La pré-enquête sociologique effectuée en 1973 (avant les travaux), comme les témoignages divers récoltés depuis, font en effet état d'une certaine autonomie culturelle préservant des formes d'intimité et de solidarité dans les unités de voisinage<sup>5</sup>.

La sociologie urbaine nous enseigne que les modèles culturels qui gèrent les comportements des groupes sociaux installés dans de semblables conditions évoluent lentement et qu'ils perdurent tant que leur capacité d'autoconservation est plus forte que les forces

<sup>4</sup> Dans sa thèse *Conservation sociale et culturalisme*, Annick Tanter (1979) analyse très bien comment le projet bolonais, reliant symbolisme social et éléments spatiaux, se réfère à des représentations plus ou moins mythiques.

<sup>5</sup> Cette constatation qui semble établir une coïncidence entre organisation de l'espace et comportements reste bien sûr, pour nous, un objet problématique. Si nous n'excluons pas, a priori, tout lien entre assise écologique et spécificité culturelle, nous pensons, à l'encontre des considérations sociales qui semblent sous-tendre le plan bolonais, que ces liaisons ne peuvent en aucun cas être regardées comme des arguments explicatifs ou interprétatifs, encore moins être tenues comme postulat.

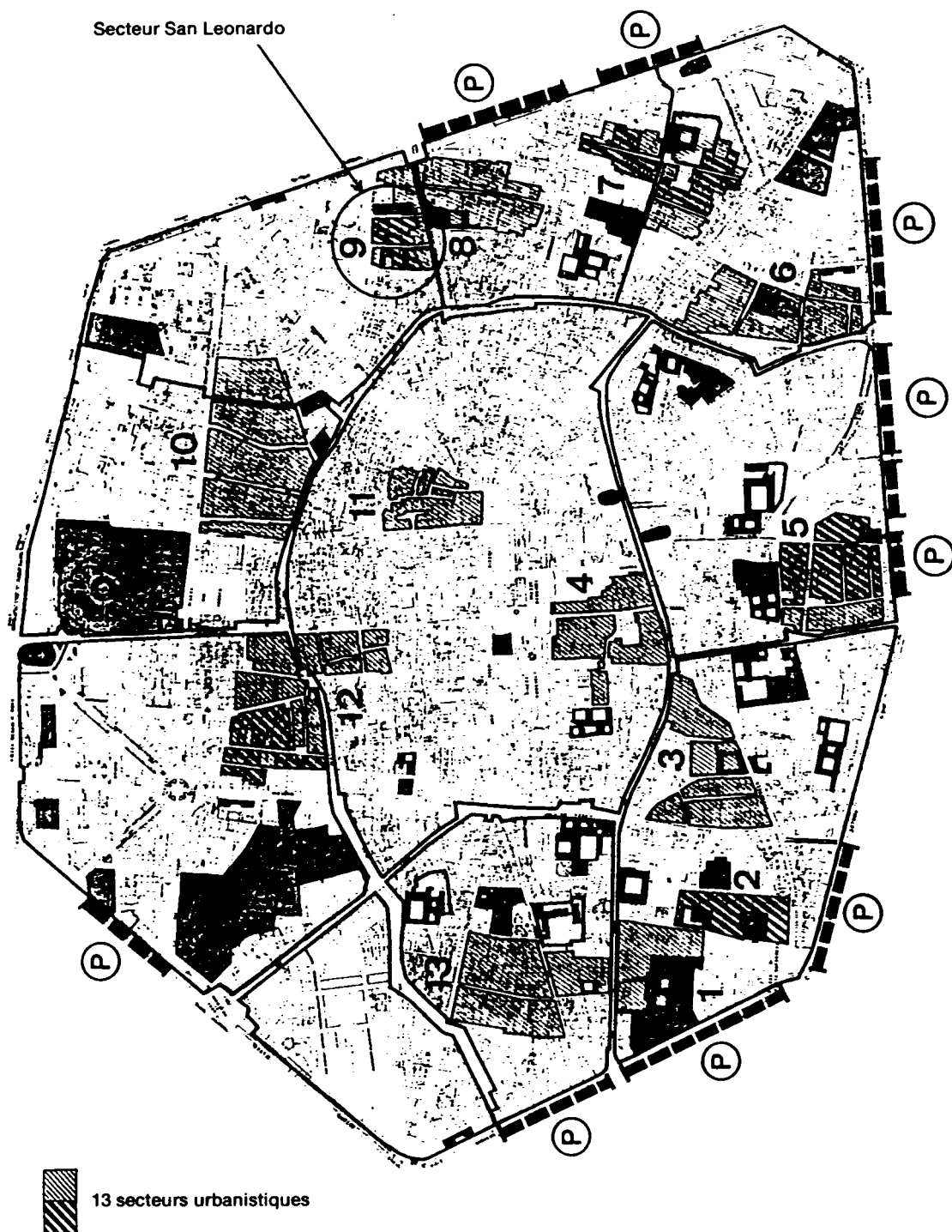


Figure 1 — Plan de la ville avec les 13 secteurs de réhabilitation.

de transformation qui les traversent<sup>6</sup>. Lorsque la réhabilitation des quartiers dégradés de Bologne fut entreprise, les modèles de comportement reconnus par tous dans les unités de voisinage n'étaient pas réellement objets de tension. La modification des données spatiales joua, en revanche, le rôle de stimulateur extérieur. Il en résulta une conjoncture de crise marquée par beaucoup de trouble tant sur le plan personnel que dans la vie collective. Les « habitus » devenus d'un coup obsolescents et inadaptés, les familles furent contraintes à une réorganisation de leurs structures mentales intériorisées<sup>7</sup>.

Dans l'enquête conduite au sein du secteur de réhabilitation San Leonardo, les mêmes familles ont été relogées ensemble dans les mêmes lieux alors que leur place dans les rapports d'exploitation restait inchangée. Notre interrogation a, tout naturellement, porté sur le rapport entre les dynamiques nouvelles en action dans le champ social résidentiel et les transformations urbanistiques intervenues.

L'intrusion, d'autre part, du pouvoir communal dans la vie des gens constituait un élément nouveau pour eux. Dans le stade précédent de leur vie urbaine, les habitants n'étaient encore que des immigrés. Leur inscription dans des enclaves de ségrégation avait créé entre eux et les autres citadins (et cela est encore plus vrai avec le pouvoir municipal) une distance qui les avait constitués en isolat. L'entrée en contact direct avec les administrateurs, au moment du relogement, fut vécue par les habitants comme la preuve sensible de l'existence du pouvoir et marqua un changement radical dans leur vie. Cette prise de conscience soudaine des superstructures municipales, alliée aux tentatives diverses des politiciens pour faire participer les habitants à la vie publique locale<sup>8</sup>, nous a amenés à étudier la question de l'articulation entre les rapports sociaux qui se développaient dans la micro-unité après le relogement, et les enjeux liés à l'action municipale et à ses protagonistes.

## ◇ Objet

Lorsque l'étude fut entreprise, fin 1979, les premières familles étaient relogées depuis 4 ans, mais seul le secteur de réhabilitation San Leonardo apparaissait suffisamment

<sup>6</sup> Cette idée émerge déjà chez les théoriciens de l'écologie urbaine. Park (1926), dans son article « La communauté urbaine, un modèle spatial et un ordre moral », notait les limites du déterminisme écologique et de la théorie de la subdivision de la société en aires naturelles. Wirth, dans *Le ghetto* (1928) montre bien les processus de différenciation en œuvre, au sein même de la communauté juive. L'idée a été souvent reprise depuis, en particulier par Guidicini (1976) dans sa présentation critique des thèses de l'École de Chicago.

<sup>7</sup> Lorsque la notion d'intériorisation de modèles de comportement plus ou moins dépendants de la vie du groupe fit son apparition chez Halbwachs (1970) il proposa l'appellation : « Donnée immédiate de la conscience sociale ». Wallace (1961) parle du « labyrinthe singulier » et Goodenough (1971) de la « propriospection ». L'idée est conceptualisée par Bourdieu (1972) sous le nom « d'habitus ». On notera, toutefois, que notre interprétation, qui fait état d'habitus devenus obsolescents et inadaptés, s'éloigne de la conceptualisation plus fonctionnaliste de P. Bourdieu dans laquelle l'habitus engendre, au contraire, un ordre durable dans la société.

<sup>8</sup> Dans le cadre de la décentralisation administrative votée en 1967, pour le centre historique de Bologne (subdivisé alors en quatre quartiers), s'organise peu à peu la « participation » directe des habitants aux affaires de la ville. En 1969, en particulier, sont mises en place des commissions sectorielles consultatives composées de citoyens intéressés aux problèmes étudiés. Des assemblées populaires sont aussi convoquées ponctuellement sur certains thèmes : école, transport, urbanisme, etc... Dans le secteur réhabilité San Leonardo, enfin, les administrateurs lancèrent l'idée d'une autogestion des services par les habitants.

## UNIVERSITÉ

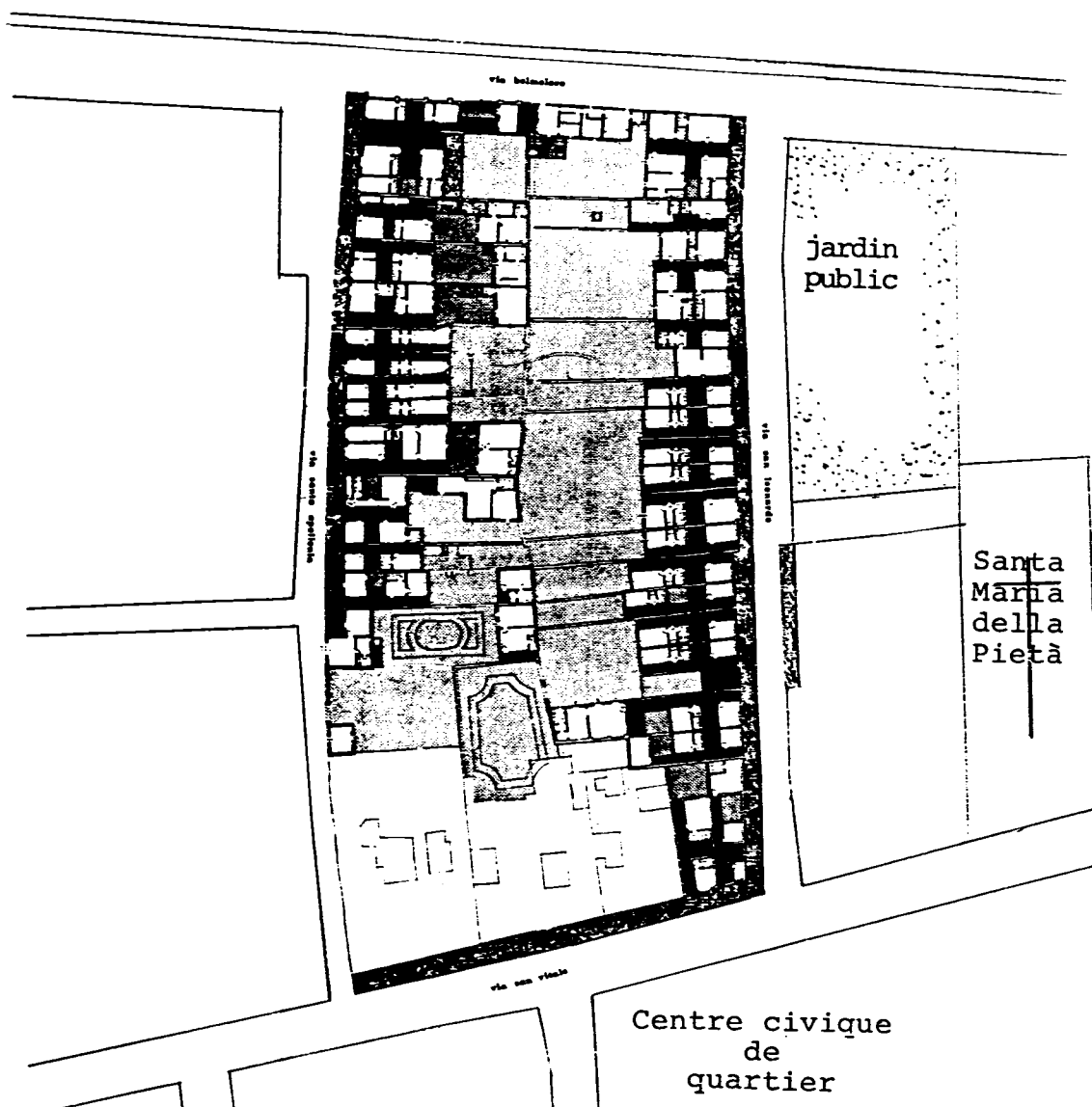


Figure 2 — Plan de l'îlot San Leonardo.

avancé pour pouvoir y enquêter. Bien délimité dans l'espace entre les ruelles San Leonardo et Sant'Apollonia, d'une part, et entre l'université et la via San Vitale, d'autre part, la population totale de ce secteur comprenait environ 420 personnes. Le quart de la superficie de l'ilot ayant été exclu du plan de restauration pour des raisons de typologie architecturale (les immeubles beaucoup plus grands ne correspondaient pas au modèle des autres maisons), l'objet d'étude se présentait en réalité comme une micro-unité sociale de quelque 200 personnes (la population relogée en maisons réhabilitées) réparties dans 101 appartements et 24 maisons.

Du point de vue démographique, 60% de ces habitants sont originaires de la région Emilie-Romagne où dans leur grande majorité, ils étaient ouvriers agricoles (ou de familles d'ouvriers agricoles) avant d'arriver à Bologne, après la guerre, au moment de la relance économique. 20% seulement sont natifs de Bologne, les autres provenant d'autres régions d'Italie dont 13% du Sud. Cette population est âgée : seules 19 familles ont des enfants (34 en tout), tandis que l'on dénombre 70 retraités.

Du point de vue socio-économique, les tableaux montrent clairement que la population est assez marquée socialement : seulement 50% des familles comptent au moins un membre actif et au total les personnes actives ne sont que 57. D'autres caractéristiques renforcent encore le « marquage » social du secteur. On trouve, en effet, un pourcentage élevé (15%) de personnes touchées par l'assistance du quartier, sous quelque forme que ce soit (soins à domicile, aide ménagère, assistance sociale, blanchisserie, vacances en groupe), ou dépendant complètement de l'assistance publique (sept personnes). Onze personnes peuvent, par ailleurs, être considérées comme tirant leurs revenus d'activités sortant de la norme : prostitution ou trafics divers.

### ◇ Méthode

Le choix de la méthode ethnologique se justifiait pleinement par la nécessité de dépasser la critique urbanistique, qui porte essentiellement sur les moyens opérationnels, et par le souci d'aller au delà de l'enquête par questionnaire afin d'appréhender les représentations qui se font jour et d'entrer dans la complexité du jeu des rapports sociaux.

Globalement, la population des maisons réhabilitées peut donc être décomposée en deux groupes principaux, celui des familles actives et celui des retraités. Les acteurs des rapports sociaux étudiés ont ainsi été choisis essentiellement à l'intérieur de ces catégories; les comportements étant tendanciellement les mêmes, la distinction n'a été faite dans la présentation des résultats que lors de divergences significatives. Les enfants n'ont pas été pris comme sujets d'investigation, leur rôle du fait de leur faible représentativité étant très restreint dans le développement des rapports sociaux; il en a été de même des étudiants de l'université qui vivent dans un monde complètement parallèle.

Les entretiens ont été réalisés de telle sorte qu'il y ait au moins deux familles interviewées par maison et qu'aucune maison ne reste en dehors de l'enquête (75 entretiens en tout). De la même façon, la composition sociologique des personnes interviewées reflète assez précisément celle du quartier. Parallèlement aux rencontres avec les habitants et aux observations consignées d'une façon permanente durant les dix mois d'investigation et afin de sortir l'enquête de la micro-unité, 25 entretiens ont été effectués avec des personnes plus ou moins directement concernées par le problème : architectes, conseillers de quartier, assistantes sociales, curés, policiers, journalistes, syndicat des

locataires, universitaires, représentants de partis politiques, etc. Pour la compréhension de la vie passée à l'intérieur des maisons dégradées, nous disposons de trois sources d'information : une pré-enquête sociologique effectuée en 1973 dans l'îlot San Leonardo, les témoignages des familles relogées et les observations et entretiens que nous avons pu faire dans les maisons encore non réhabilitées du quartier. Ces entretiens nous ont, de plus, permis d'évaluer la distance qui séparait les familles « réhabilitées » de celles qui n'ont pas encore bénéficié de l'opération.

Enfin, et parce que le passé ne doit pas être laissé pour compte, nous avons pratiqué une coupe historique localisée, c'est-à-dire une étude historique (à partir de documents d'archives, du moyen âge à nos jours) déployée à l'échelle de l'îlot et centrée sur les représentations attachées aux personnes et aux lieux. Je n'entrerai pas davantage dans le détail de ce travail d'étude circonstanciée, l'exposé qui suit étant déjà le résultat d'un second niveau d'analyse, mais j'apporterai quelques précisions quant à la façon dont ce texte a été structuré.

Après une brève reconstitution de la vie des familles avant leur relogement, la première partie sera consacrée à une présentation rapide des données brutes : les réactions des habitants telles qu'ils me les soumettaient dans les entretiens ou telles qu'elles ressortaient des observations que je pouvais faire sur les lieux. Dans une seconde partie, je suggérerai quelques hypothèses pour expliquer le mécontentement exprimé de prime abord par les habitants. La troisième partie est une tentative d'analyser en profondeur les changements intervenus dans la vie sociale de l'îlot réhabilité. La quatrième partie, enfin, envisage la question du rapport entre pouvoirs publics et familles relogées en particulier à travers le diaphragme de la « décentralisation ».

## ☐ Rappel des conditions antérieures de vie

Parler de la vie après le relogement et évoquer les changements intervenus ne peut se faire qu'en référence à un état préalable. Une évolution ne se mesure qu'à partir d'un point de départ. Il convient donc pour établir le « syndrome des réhabilités » de décrire ce qu'était l'état « normal » de la vie sociale et des conditions d'habitation avant la mise en place de l'opération d'urbanisme.

Les différents interlocuteurs qui ont vécu l'après-guerre dans le quartier sont unanimes pour situer une modification de la morphologie sociale du quartier dans les années cinquante. Monsieur Innocenti, qui est né rue Sant'Apollonia et y a toujours vécu, rend compte de ce qui s'est produit alors :

Dans les années cinquante, nous étions tous Bolonais mais il y avait beaucoup de jeunes parmi nous qui se sont mariés et ont eu des enfants ensuite. Soit parce qu'ils n'avaient pas assez de place, soit pour des raisons de travail ou bien parce qu'ils avaient économisé suffisamment pour acheter un appartement en dehors de Bologne, ils sont partis. Alors, sont entrés des étrangers, des montagnards, des gens de la province et des gens de la basse Italie.

En fuyant le quartier, les familles jeunes et actives laissaient derrière elles des personnes âgées et des appartements vides. En l'espace d'une vingtaine d'années, la population s'est ainsi renouvelée à 80%. La durée moyenne de cohabitation dans les maisons anciennes dépasse rarement trente ans, mais elle est aussi souvent de l'ordre de cinq à dix ans. Les Bolonais d'origine regrettent les temps heureux où ils étaient entre gens de confiance : *On laissait la clef sur la serrure (...). Il n'y avait pas de problème, on pouvait*



CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA POPULATION

Répartition des familles

Familles actives (un membre au moins)										Familles retraitées	
familles élargies		couples avec enfants		couples sans enfants	femmes seules avec enfants	mères seules avec grand fils	personnes seules (non retraitées)	personnes seules (retraitées)	couples (retraités)		
gr.-par. + parents + enfants (=13)	3	1 enfant	3				hommes	9	hommes	19	
		2 enfants	9				femmes	4	femmes	27	
	5 (=18)	3 enfants	2								
TOTAL familles		14		9	2	6	11		43		9
TOTAL personnes		56		18	6	12	13		46		18
TOTAL général				50 familles = 136 personnes				52 familles = 64 personnes			

### CLASSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION SELON L'ACTIVITÉ

	travailleurs	retraités	femmes à la maison	marginiaux (1)	demandeurs d'emploi	enfants scolarisés lycéens	assistance	étudiants logés en appartements	TOTAL
hommes	40	25		4	3	22	4	3	100
femmes	17	45	14	7	1	12	3	1	100
	57	70	14	11	4	34	7	4	200

(1) Ce chiffre inclut six péripatéticiennes

### CLASSEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES TRAVAILLEURS

	ouvriers d'usines	salariés secteur public	compagnons d'artisan	artisans	femmes de ménage	commerçants	fonctionnaires	professions libérales	enseignants	TOTAL
hommes	7	8	13	2		4 / 2 ext.	1	4	3	40
femmes	1	4	3		6	1 retraitée	2	1		17
	8	12	16	2	6	2	3	5	3	57

*se demander n'importe quoi (...). On était tous amis, on allait les uns chez les autres...* Lorsque l'opération d'urbanisme fut programmée, la face du quartier était donc déjà complètement changée par rapport à ce qu'elle avait été autrefois. Les habitants des rues, en majorité des migrants de la première génération, n'avaient pas choisi de vivre où ils se trouvaient, ils furent contraints d'occuper les maisons des secteurs dégradés parce que les faibles capacités d'accueil du parc locatif des logements populaires ne leur laissaient pas d'autres possibilités. Les aléas des déménagements successifs les ont parfois conduits à passer d'un quartier à l'autre de la ville. Lorsque ce fut le cas, on observe que leurs différents parcours se recoupent systématiquement à l'endroit des secteurs dégradés.

Ces familles ne constituaient donc pas une population fixée de longue date, au moment de l'intervention. La période historiquement vécue ensemble était, en général, trop brève pour déboucher sur des formes de convivialité observées ailleurs. Mais dans ce stade transitoire de leur vie urbaine, les habitants avaient quand même, au sein de chaque unité d'habitation, commencé à nouer ce qui leur semblait être de solides relations.

La pré-enquête sociologique de 1973 portait sur six maisons regroupant une vingtaine de familles (onze entretiens au total). À propos des familles qui cohabitaient via San Leonardo, Patrizia Faccioli écrivait :

Elles se présentent comme un groupe bien structuré ayant un sens élevé de la solidarité et de l'intégration sociale qui se manifeste sous la forme de petits plaisirs.

L'une des femmes interviewées à cette époque raconte : *On reste dans le jardin tous ensemble, comme une famille, on s'aide beaucoup entre voisins.* La cour intérieure était ainsi occupée, l'été, comme un espace semi-public, comme une sorte d'extension commune à tous les logements. Cette convivialité, en revanche, n'outrepassait pas l'intimité des foyers — les appartements restant strictement privés — et se restreignait d'une façon quasi formelle aux unités d'habitation. Les entretiens et les observations que nous avons faits dans les parties non restaurées des rues San Leonardo et Sant'Apollonia confirment, d'ailleurs, cet état de chose. Globalement, de bonnes relations de sociabilité se développaient maison par maison sans que l'on puisse dire des habitants qu'ils évoluaient dans une communauté élargie dont l'univers d'interconnaissance se serait étendu à l'îlot tout entier.

Arrêtons-nous un instant pour porter quelques appréciations sur les conditions dans lesquelles vivaient les gens dans les maisons dégradées. Selon l'enquête sur l'état des habitations (Claroni 1972) dans le secteur San Leonardo, 8,4% des maisons n'avaient pas l'eau courante, 15,8% ne possédaient pas de W.C. intérieur, 76,3% étaient dépourvues de salle de bain, 25,1% ne recevaient pas le gaz et 83,7% ne disposaient pas de chauffage central. Ajoutons, selon les témoignages mêmes des habitants, que des familles avec enfants s'entassaient souvent dans une seule pièce, que les rez-de-chaussée étaient parfois à la merci des égoûts ou, tout simplement, du ruissellement permanent de l'humidité des murs et du sol, qu'inversement, ceux qui habitaient dans les greniers mansardés souffraient de la chaleur étouffante de l'été comme du froid très vif de l'hiver. Don Malagutti, curé de la paroisse Sant'Apollonia se souvient : *qu'il y avait une vieille femme, âgée de soixante-dix ans, qui dormait dans une espèce de grenier pratiquement sous les étoiles, elle se mettait dans un coin avec ses chiens et ils se réchauffaient ensemble.* Telles étaient donc les conditions extrêmement pénibles dans lesquelles la plupart des

familles vivaient depuis des années. Les possibilités d'échapper à ce bagne étaient infimes, seules les familles actives les plus dynamiques pouvaient espérer, à plus ou moins long terme, trouver un appartement de construction publique dans une lointaine périphérie. Les autres étaient condamnées à rêver. Quelles furent, dès lors, les premières réactions des habitants à leur relogement sur place dans des maisons scrupuleusement rénovées ?

### ☐ L'après-réhabilitation : mécontentement, repliement, discrimination

Sans vouloir entrer dans le débat d'architecte sur le degré de pertinence des méthodes de réhabilitation bolonaise, il convient de souligner le charme qui se dégage de cette séquence de petites maisons très simples, mais dont la diversité créée par l'agencement des volumes et des couleurs, par la distribution des ouvertures, par le jeu des arcades irrégulières, flatte incontestablement le regard, même si parfois, dans cet ensemble encore un peu trop neuf, il y a quelque chose qui ne persuade pas, une ombre d'inauthenticité, un soupçon d'exagération, comme si les habitants participaient à une mise en scène conçue par quelque organisateur de spectacle folklorique !

Le charme n'est pas rompu lorsque, après avoir tiré une sonnette au hasard, votre hôte vous introduit dans un appartement aux poutres apparentes, avec sol en dalles de terre cuite, grand séjour avec coin cuisine, vue sur jardin ... On ne peut qu'être émerveillé par l'aubaine que représentent ces logements pour des pauvres à peine sortis de maisons délabrées et compte tenu des conditions exceptionnelles du loyer « social » qui n'a qu'une incidence extrêmement faible sur les revenus.

La surprise est donc grande lorsqu'on entend les premiers commentaires, les premières remarques qui prennent très vite l'allure d'un cahier de doléances. On reste frappé par le fait qu'aucune famille ne s'épargne de formuler des griefs, aucun habitant ne s'en tient à la réserve. L'entretien progressant, on s'aperçoit que les relations entre les personnes semblent avoir évolué dans le sens d'une mise à distance, voire d'une rupture.

Trois grandes observations ressortent d'une lecture globale de ces interviews et des observations opérées sur les lieux.

- 1) Tout d'abord, le mécontentement s'exprime d'emblée comme quelque chose de spontané. On note un discours d'insatisfaction assez général, mal formulé, émaillé de reproches sur les détails de la construction ou sur le choix des matériaux : *Regardez le carrelage, quand on est entré, il semblait neuf, mais peu à peu les carreaux se décolorent et l'on voit qu'ils ont été rebouchés, ils étaient en partie écorchés !*

À un second niveau, l'insatisfaction s'exprime sur la conception même des appartements ou de l'opération dans son ensemble : *Je paie 1 000 liras de loyer pour cette maison, mais s'il y en a qui sont bien faites, la mienne est mal faite, ça ne mérite rien : ils auraient dû faire la porte d'entrée comme ça et une petite fenêtre, là. Moi, j'aurais fait mieux qu'eux.*

Enfin, des accusations peuvent être portées contre les administrateurs : *Moi je vais vous dire, tout cela est un drôle de travail, que voulez-vous faire ? Il y a la mafia là-bas aussi, il ne faut pas croire, il y a la mafia à la mairie et pas une petite mafia !* Ces différents niveaux peuvent se retrouver dans un même récit.

- 2) Si le repliement sur soi n'est pas une chose que l'on dit aussi clairement que son mécontentement face à tel ou tel détail, l'existence de ce processus chez les relogés apparaît très vite à l'enquêteur. Par quelques formules lapidaires souvent répétées, l'intéressé semble, avec insistance, vouloir faire preuve d'une totale indépendance vis-à-vis des autres : « *Je ne parle à personne* », « *mon travail, ma maison, c'est tout* », « *je ne fais pas de confidences aux autres* », etc... Un tel comportement ne va pas sans surprendre le visiteur plutôt préparé à rencontrer un écosystème dans lequel les habitants développeraient des relations idylliques...

L'observation attentive de l'activité sociale confirme du reste cet état de fait, l'îlot tout entier paraît atteint d'une schizoïdie généralisée comme si le système de relations qui existait avant, et que l'on peut observer dans les rues voisines, s'était d'un coup brisé au moment du relogement.

Cette observation n'est pas originale : on a maintes fois relevé que le traditionnel concept de « voisinage » essentiellement lié à la ville de la première industrialisation est aujourd'hui en voie d'extinction. Or, on a souvent lié ces relations sociales étroites à des formes urbanistiques qui étaient supposées les avoir engendrées ou, au moins, avoir favorisé leur développement. On expliquait donc la disparition de l'un par la destruction de l'autre. Il faudra chercher ailleurs l'explication pour rendre compte de l'échec d'un projet qui s'était entre autre fixé comme but de préserver les relations interpersonnelles en conservant à la fois le cadre bâti et son contenu social.

- 3) Le relogement a aussi plongé les familles dans une situation de procès réciproque en engendrant une large campagne de diffamation et de discrimination des habitants les uns envers les autres. Alors que tous font part d'un désir très vif de ne pas être mêlés à la vie de la communauté, nul ne semble gêné par la contradiction qu'il y a à prétendre à la fois mener une vie strictement familiale loin de la rumeur publique et à sortir de cette réserve pour lancer des accusations ou des insultes à l'encontre des voisins : *C'est impossible de lui parler, elle s'enferme chez elle, quand je suis allée lui demander de faire réparer sa fuite d'eau, j'ai eu juste le temps de me reculer pour ne pas prendre une gifle ... Elle ne regarde jamais dans sa boîte à lettres. Je ne sais pas si elle est folle ou si elle joue, mais ce n'est pas normal de se comporter comme ça !* (Madame Vespa à propos de sa voisine). Au demeurant, peu de personnes s'en sortent indemnes et certaines focalisent nettement les tirs.

Il est notable, par exemple, que la réhabilitation dont ont profité aussi les Méridionaux (ils sont 10% de la population) lorsqu'ils habitaient le quartier avant les travaux, a contribué à augmenter le racisme à leur encontre. Dans tous les entretiens des personnes issues de la partie septentrionale de la botte, la question des Méridionaux est abordée en termes souvent fort péjoratifs : *Je pense que ces gens-là, ils ont aussi le droit de manger, mais avec les « Marocains »<sup>9</sup> on n'est pas égaux, on a une façon de vivre différente, moi, je ne me sens pas comme eux, pas du tout.* On trouve même ces traits méprisants

---

<sup>9</sup> Les Méridionaux sont presque toujours traités de « Marocains », ce qui semble être l'équivalent du « métèque » des Français. Tout laisse penser que cette appellation date de la dernière guerre lorsque le corps expéditionnaire français, principalement composé de soldats marocains, se lança à l'assaut du monte Casino. La « cruauté » des soldats marocains, durant cette bataille et sans doute après, pourrait avoir laissé un souvenir impérissable dans les esprits au point que Marocain soit devenu synonyme de sauvage.

dans la bouche de certains représentants de la communauté méridionale installée à Bologne depuis longtemps (au moment de la guerre) et qui paraissent ainsi renier leurs origines.

Toutes ces récriminations et ce mécontentement, si crûment exprimés, ne peuvent, bien sûr, être pris au pied de la lettre. Il y a tout lieu de croire, en effet, qu'au fond d'eux-mêmes, les individus sont pleinement satisfaits de leur condition, objectivement sans comparaison avec ce qu'elle était auparavant. Il ne fait guère de doute qu'aucun de ces mécontents ne voudrait revenir à la situation précédente. Il convient donc d'essayer de saisir, à travers la perception que se font les habitants de l'opération d'urbanisme, le sens caché de cette acrimonie.

Trois hypothèses d'explication nous apparaissent plausibles, ces différents niveaux d'interprétation pouvant naturellement se superposer. Tout d'abord, chez certains (les plus âgés), l'insatisfaction est vraisemblablement réelle, liée, en particulier, à l'idée qu'ils se font d'une maison neuve. Chez la plupart, en revanche, les critiques ne seraient formulées que pour exorciser une assistance trop évidente. Il est probable, enfin, qu'à des degrés divers, le relogement ait également été perçu par beaucoup comme un rêve qui, s'interrompant, engendre une certaine insatisfaction.

#### ▣ La perception de l'opération par les « réhabilités »

##### ◇ La « réhabilitation » en cause

On peut penser que les critères hygiénistes, si souvent évoqués par les édiles, gouvernent aussi les jugements des habitants relogés. Les rez-de-chaussée, par exemple, ne seraient pas considérés comme sains. Même si la maison a été reconstruite de fond en comble, le rez-de-chaussée, entaché du péché originel lié à l'idée que l'on se fait des vieilles maisons, est synonyme d'humidité. Ajoutons à cela que dans la mémoire collective, le rez-de-chaussée de ce type de maison était autrefois utilisé comme dépôt ou comme écurie pour les animaux. Vivre au rez-de-chaussée serait donc, d'une certaine manière, prendre la place des animaux.

Les mansardes sont pareillement rejetées. Dans les représentations populaires, on n'habite pas non plus sous les toits, les seuls souvenirs que l'on ait de conditions de vie semblables sont ceux de périodes de pénurie et de misère.

Les studios pour personnes âgées offrent un autre exemple du déphasage qui existe entre le projet architectural et l'idée de confort que se font les habitants. La règle établie par la municipalité voulant que le nombre de pièces offertes, lors du relogement, soit proportionnel à la composition familiale, les célibataires (indépendamment de leur âge) furent automatiquement installés dans des studios. Or, les personnes âgées, qui vivaient auparavant dans des conditions d'inconfort et d'insalubrité certaines, disposaient souvent d'un espace plus grand que ce qu'on leur proposa dans les maisons restaurées. Beaucoup n'apprécièrent pas la contrainte que représentaient les studios : *On ne peut manger, dormir et recevoir dans la même pièce*, sans compter qu'il leur fallut, parfois, se débarrasser de quelques meubles et souvenirs qui ne trouvaient plus leur place !

L'une des dimensions cachées du dénigrement semble être ainsi la critique de la « restauration architecturale ». Pour des pauvres, l'image de la richesse serait une maison neuve. La maison restaurée à l'ancienne, aussi charmante soit-elle, continue de porter en son sein les stigmates de la misère, le souvenir du dénuement et de la gêne.

#### ◇ Scotomisation de l'assistance

Mais si les habitants vivent mal par rapport aux autres (l'enquêteur y compris) leur position dans les maisons restaurées, n'est-ce pas aussi parce qu'ils se sentent pris dans une situation anormale par rapport à tous ceux qui cherchent en vain un appartement ? Les appartements scrupuleusement restaurés et commodément situés dans la ville ont une valeur locative très grande, sans commune mesure avec les 4 000 L, les 20 000 L ou les 40 000 L que paient les familles (en 1980). Les habitants savent aussi que leur relogement n'est en rien l'aboutissement de démarches personnelles ou celui d'une action politico-syndicale dans laquelle ils auraient été préalablement engagés, d'où leur réaction de chercher par tous les moyens à nier une assistance dont ils se sentent incontestablement l'objet. L'important pour eux est d'éviter que l'interlocuteur ne perçoive leur relogement comme le résultat de l'assistance municipale.

La validité des arguments repris de concert : erreurs de conception, qualité douteuse des travaux, privilèges accordés aux uns ... n'est pas à mettre en cause, elle n'est peut-être signifiante que par ce qu'elle cache. En dévalorisant l'intervention elle-même, ils visent directement la municipalité responsable des travaux et montrent ainsi au visiteur qu'ils ne sont pas vraiment dans la position humiliante de personnes secourues (supposées manifester une reconnaissance infinie à l'égard de leur bienfaiteur). Du reste, leur argumentation développe, en général, l'idée qu'ils ont eu de la chance de se trouver dans les maisons au moment de l'opération urbanistique. Certains vont plus loin en évoquant les vertus du mérite conféré par des années de sacrifices et de patience. Quelques rares personnes invoquent le « droit au logement ». Ces justifications, avancées par les familles, doivent être considérées comme des tentatives d'apporter des réponses logiques à une position qui, objectivement, ne l'est pas. La situation des « San Leonardonnois » (par rapport au logement) reste, en effet, très exceptionnelle. On peut douter que les velléités de rationalisation parviennent à lui ôter tout à fait ses dehors irrationnels, son aspect charisme. Nous touchons là au troisième niveau d'interprétation que je proposerai pour expliquer, en partie, les nombreuses revendications qui émanent des habitants.

#### ◇ Un rêve interrompu

Il y a bien quelque chose d'irréel dans ce passage d'un taudis vers un appartement neuf et confortable, quelque chose qui sort tellement du possible que cela en devient difficilement crédible : *Ce me semble un rêve, quand je dois m'éloigner, j'ai toujours cette peur que tout cela n'ait pas été vrai et que l'on me dise : « Madame, vous devez retourner dans votre trou » !* La « réhabilitation du centre historique », la « conservation sociale », la « décentralisation avec participation », toutes ces formules sont des abstractions pour les habitants qui, en retour, ont très bien saisi la manifestation d'un ordre invisible, lequel, au delà de la politique et de ses intermédiaires, se situe dans la magie, dans le sacré. Ce qui semble compter avant tout, c'est ce sacré dont politiciens et administrateurs apparaissent les servants. La politique n'a, dès lors, de sens que comme moyen d'action sur le sacré, pour accroître la manne céleste et récolter son dû. Une situation de faux affranchissement des contraintes ne peut être que source d'aigreur,

d'amertume et de rancœur. Pour un grand nombre d'habitants, le mécontentement ne naît-il pas de ce que le « merveilleux » ne reste pas à la hauteur ? *S'ils me donnaient un appartement avec une pièce en plus, il y a tellement de choses à ranger...* Lorsqu'un frein saute, comme par enchantement, pourquoi tous les freins ne sauteraient-ils pas ? Pourquoi des limites resteraient-elles posées ? Si l'on peut passer d'une masure à un superbe logement avec deux salles de bain pour seulement 20 000 L/mois, pourquoi ne pourrait-on pas aussi bien accéder à la maison individuelle isolée sur sa pelouse : *Une maison de campagne toute seule avec personne autour ?* Dans le domaine du merveilleux, tout doit être possible tout de suite.

Embarqués dans leur aventure onirique, les habitants des maisons restaurées peuvent apparaître un peu à la dérive pour l'observateur venu de l'extérieur. Ne sont-ils pas, tout simplement, les acteurs éveillés d'un grand rêve collectif, l'illogisme de leurs exigences puisant toute sa cohérence dans l'irrationalité d'une situation sur laquelle ils n'ont pas prise ?

Si ces quelques hypothèses rendent compte du mécontentement exprimé par les habitants, il nous reste à expliquer comment tout un système de relations sociales étroites a disparu — alors que les formes urbaines supposées les favoriser avaient été intentionnellement conservées ! —, à saisir les enjeux qui se dissimulent derrière le repliement et la discrimination et à comprendre pourquoi tous ces comportements sont apparus ou ont été renforcés par l'opération réhabilitation. Nous explorerons, à cet égard, la thèse selon laquelle le relogement aurait placé les familles sur des trajectoires ascensionnelles, induisant chez elles le désir de poursuivre seules leur aventure.

## ▣ Transformation du champ social résidentiel

### ◇ Hiérarchisation du groupe

Le système d'attribution des logements publics est tel que les gens ont le sentiment d'être indélogeables, une fois le contrat signé et moyennant le paiement d'un loyer, qui pèse tout compte fait fort peu sur les revenus. Cette situation est riche de conséquences pour les habitants puisqu'elle produit dans l'imaginaire l'illusion de posséder quelque chose, d'être propriétaire ou presque de son appartement. L'appropriation que les gens font de leur espace d'habitation est du reste significative au sentiment qu'ils ont de le posséder. A-t-on jamais vu des locataires entreprendre des travaux d'amélioration de leur logement (élévation de cloisons, installation de grilles palières, fermeture des jardins) sachant qu'ils pourraient être congédiés au prochain terme ?

La propriété symbolique du logement, vécue comme sécurisante, ouvre des perspectives nouvelles à des catégories sociales dont l'avenir est en général marqué du signe de l'insécurité ; ce sentiment allié à la réalité d'un logement très confortable est probablement à l'origine du basculement des gens d'un système de reproduction basé sur le groupe vers un autre dans lequel rien ne sera changé mais où les habitants, eux, auront l'impression que tout est différent et, qu'en particulier, la grande échappée vers les couches sociales supérieures, au delà des brouillards de la misère, est devenue chose possible.

La satisfaction du besoin premier de se loger est perçue comme un échelon gravi sur l'échelle de la hiérarchie sociale, c'est une distance prise avec la misère. Et pour tous ceux qui ont connu la guerre ou l'immédiat après-guerre, la misère est quelque chose



qu'ils n'ont pas oubliée. Mais l'idée de l'éloignement est un concept différentiel, l'éloignement n'existe que si des repères sont posés, qui servent à évaluer la distance parcourue. Les aspirants à la petite bourgeoisie ne pourront donc fournir utilement les preuves de leur ascension qu'après avoir marqué la misère par la présence d'autres personnes. Comment désigner la misère ? En y rejetant tous ceux qui, dans les représentations collectives, en sont le symbole. Pour les gens du nord, le sud étant l'équivalent de « sous-développement », de « pauvreté », de « saleté », de « règlement de compte »..., les Méridionaux étaient des proies tout indiquées; on retrouve là le concept de fermeture du groupe et de renforcement de la discrimination.

Le racisme des habitants entre eux n'est pas nouveau, il existait aussi dans les quartiers anciens, mais d'une manière beaucoup moins âpre. Le relogement, en aiguissant ce sentiment, a contribué à ethniciser le pôle de rejet. Il n'a pas, pour autant, créé l'unité des familles du nord dont l'unanimité n'apparaît qu'autour de la mise en accusation des Méridionaux. Le schéma nord/sud est trop simpliste car des distinctions se font jour aussi entre gens d'une même région. On note ainsi de grandes différences entre les familles, selon leur province d'origine (dans le nord), et on peut même établir une hiérarchie entre celles qui sont originaires de la montagne (les montagnards sont souvent présentés comme des gens rustres et brutaux), celles qui viennent du delta rizicole et celles qui sont issues de la plaine beaucoup plus richement cultivée. On obtient toute une chaîne de groupes superposés, une échelle de mesure de distance culturelle.

Sans vouloir réduire le social à de la chimie, on peut considérer que tout s'est passé, au moment des réemménagements, un peu comme dans une réaction avec effet d'ionisation instable. La réaction chimique ne commence que lorsque le catalyseur est introduit — le déménagement/relogement ayant fonctionné, dans notre cas, comme un catalyseur — provoquant l'apparition de particules porteuses du signe + et d'autres porteuses du signe -, l'attribution du signe n'étant pas définitive.

Un certain nombre de familles se sont ainsi trouvées fixées à une sorte de pôle négatif ou pôle de rejet tandis que d'autres s'orientaient, au contraire, vers le pôle positif dans une position valorisée. Précisons, toutefois, que le pôle de rejet apparut plus marqué que le pôle positif. Le pôle positif étant un pôle symbolique, théoriquement occupé par la petite bourgeoisie, les positions par rapport à ce pôle sont davantage tendancielle qu'établies. D'une façon générale, les positions sont précaires et des échanges peuvent s'effectuer d'un pôle à l'autre en fonction de la situation conjonctuelle des familles.

Le projet réhabilitation apparaît donc, dans un premier temps, comme un processus d'atomisation du groupe, de désorganisation totale de ce qui existait auparavant. L'importance des conflits sociaux et moraux provoqués par l'opération laisse penser que les familles « réhabilitées » subirent une mutation bien différente du simple changement d'habitudes qu'avait pu entraîner leur immigration à la ville. Le groupe donne l'impression d'être passé d'une forme de vie communautaire (au niveau des courées) à une forme de cohabitation d'individus sans contacts les uns avec les autres, induisant une sécularisation de la vie sociale, chacun étant désormais mu par un sentiment d'émancipation l'incitant à poursuivre des objectifs nouveaux et personnels<sup>10</sup>. L'enjeu des rapports

<sup>10</sup> On pourrait objecter qu'il y a une certaine invraisemblance à ce que des relations sociales anciennes se déchirent aussi facilement. Ce serait oublier que tous ces citadins restent, en fait, séparés par leurs biographies. Leur arrivée à la ville est relativement récente et la vie communautaire dans les maisons vétustes ne pouvait nouer les mêmes liens que ceux engendrés dans les groupes primaires villageois par un enracinement sur place durant des générations.

sociaux, après le relogement, semble résider tout entier dans la manière avec laquelle les sujets qui cherchent à se positionner différemment sur l'échelle sociale sauront éviter les débinages ou les contrer par de subtiles manœuvres. Le renouvellement du mobilier fut, de ce point de vue, une direction privilégiée dans laquelle s'orientèrent les familles.

### ◇ L'accumulation asymptotique

Le propre de la richesse, pour des pauvres, étant de pouvoir satisfaire des besoins autres que ceux indispensables à leur survie, l'un des premiers besoins sociaux créé par le relogement fut, on s'en doute, celui de se meubler différemment. Les seules familles qui n'ont pas changé de mobilier se rencontrent parmi les personnes très âgées ou chez les retraités plus jeunes mais ne percevant que la pension minimum tout juste suffisante à assurer leur nourriture. Citons aussi le cas des quelques personnes âgées attachées à des souvenirs, mais dans l'ensemble la règle a été celle du renouvellement et bien souvent ceux qui n'ont pu la réaliser l'auraient fait volontiers, s'ils en avaient eu les moyens.

Le modèle pour des acquisitions fut quelquefois le style « néo-ancien » mais, plus souvent, le style « moderne nouveau riche » entendu comme bourgeois par les habitants et réinterprété selon le goût populaire généralement beaucoup plus baroque. Les pièces de l'appartement sont inégalement traitées suivant qu'elles sont privées ou publiques. Un rapide examen de l'aménagement des unes et des autres permettra de mieux saisir l'importance attachée par les familles aux pièces de représentation.

La chambre dans laquelle n'entre pas le visiteur (étranger à la famille) a le plus souvent conservé son mobilier de « chambre à coucher matrimoniale ». L'intérêt des familles s'est donc porté sur les pièces publiques, celles où l'on reçoit : la cuisine et le séjour. En concevant, dans bon nombre d'appartements, la cuisine comme un angle aménageable du séjour, les architectes entendaient satisfaire un mode de vie très répandu dans les couches populaires qui veut que la « mama » (la mère), pilier de la famille, puisse à la fois préparer le « sugo » (la sauce pour les pâtes), et contrôler la vie du foyer. Dans les faits, les occupants ont diversement répondu aux possibilités qui leur étaient ainsi offertes. La majorité opta pour une disposition moderne avec une aire de repas décentrée et un coin salon; certains cherchèrent néanmoins à dissimuler les éléments de cuisine en les cachant par de grandes armoires placées en épi ou en élevant franchement des cloisons de séparation (altérant ainsi complètement la nature du projet architectural). Ceux, moins nombreux, qui optèrent pour le schéma traditionnel de la cuisine campagnarde avec une grande table centrale n'hésitèrent pas, aux fins de la représentation, à sacrifier une autre pièce (c'est-à-dire qu'ils se privaient d'une chambre) pour faire un salon ou une salle à manger voire même un bar. Utilisés comme tels en de très rares circonstances (communion, baptême,...) ces attributions purement symboliques ne répondent à aucun besoin de la vie quotidienne, la pièce est dans l'usage courant à nouveau détournée de sa fonction pour servir, par exemple, à étaler la pâte fraîchement préparée !

D'une manière générale, les familles ont troqué les anciens meubles de cuisine contre un aménagement dit à « l'américaine » (dans la partie réservée à la préparation des repas) comprenant un alignement d'éléments hauts suspendus au mur et d'éléments bas servant de plan de travail. Des acquisitions voyantes et onéreuses ont, par ailleurs, marqué l'installation du séjour. La pièce maîtresse en est toujours un buffet surabondant entouré de fauteuils cossus. La télévision dont dispose chaque foyer trône inmanquablement au milieu de ce buffet qui comporte par ailleurs : niches, vitrines, rayonnages et, parfois

même, l'éclairage incorporé. Les riches regorgent de babioles et fanfreluches diverses : poupées, porcelaines ... les vitrines abritent généralement une collection de bouteilles de liqueurs et d'apéritifs où en dehors de l'habituel « stock », de la « grappa » et d'un « amaro », il n'est pas rare de trouver du whisky (souvent du Chivas) ou du Cointreau. Notons que les bouteilles d'alcools étrangers sont habituellement intactes, ces flacons n'ayant pas de valeur d'usage mais de représentation et leur surnombre étant là pour signifier l'abondance. Il en est de même pour les livres, parfaitement rangés sur les étagères (classiques collections illustrées d'histoire, de sciences naturelles...) généralement achetées par abonnement.

La description resterait incomplète si l'on n'évoquait les tableaux qui sont en quantité accrochés aux murs dans tous les foyers. On y trouve quelques reproductions (photographiques ou picturales) d'œuvres classiques et beaucoup de peintures à caractère décoratif : femmes, animaux, fleurs ... style peintre du dimanche dont un encadrement très riche vient souligner l'importance.

Comme on le voit, une bonne partie de l'accumulation qui se fait dans les appartements est d'ordre symbolique : la famille qui condamne une chambre pour installer un meuble-bar (avec comptoir et faux plafond) n'en a pas l'usage domestique mais l'important est que les meubles soient entrés au vu et au su de tout le monde; dans le cas du bar, il fallut le passer par la porte-fenêtre du premier étage ! La consommation qui est faite de ces « objets » n'est pas de l'ordre du fonctionnel mais du symbolique. Ils sont accumulés de façon que tous en aient connaissance, comme dans un potlach, avec cette différence qu'au lieu d'être détruits, les objets sont consommés par l'intermédiaire des yeux des autres. On ne jouit pas des commodités qu'ils procurent, mais du fait que les autres croient qu'on en jouit et de la garantie qu'ils représentent quant à la réussite personnelle<sup>11</sup>.

Dans cette lutte sans merci pour la conquête d'un statut, les familles apparaissent prisonnières d'un processus irréversible. Pour maintenir une avance sans cesse grignotée, elles semblent condamner à une fuite en avant qui prend alors les apparences d'un illusoire éloignement asymptotique tant les chances des unes et des autres se rejoignent.

Mais la préoccupation fondamentale des habitants est, rappelons-le, de s'insérer à un niveau supérieur dans la société. Au delà donc des questions d'aménagement du logement, c'est le « savoir habiter » l'appartement au sens large qui semble le plus significatif d'une place dans la hiérarchie<sup>12</sup>. Les représentations attachées au nouveau logement fonctionnent comme les facteurs d'une intégration (à la société de consommation) qui s'amorce immédiatement après le réemménagement et qui se heurtent ensuite à la définition de conduites adéquates.

<sup>11</sup> La valeur symbolique des marchandises s'est substituée à leur valeur d'usage, développant de nouvelles formes de privation à l'intérieur de conditions de vie qui n'étaient pas affranchies des anciennes pénuries. Il n'est certainement pas exagéré de dire que beaucoup d'acquisitions ont représenté des sacrifices pour des familles dont les revenus ne permettaient pas de tels investissements. Le mobilier choisi coûte cher, même et surtout acheté à crédit ! Toutes ces dépenses ont donc l'endettement comme contrepartie avec en corollaire la recherche d'expédients divers, voire l'obligation pour les femmes de travailler alors qu'elles restaient, au préalable, chez elles.

<sup>12</sup> Le « savoir habiter » étant entendu ici au sens que lui donne Heidegger (1958) avec tout ce que cela comporte de mythique mais aussi d'inquiétude philosophique.

### ◇ Le passage problématique dans la vie de l'après-réhabilitation

Le nouveau logement introduit brutalement dans la vie des gens constitue un élément hétérogène à leur système de représentation. Il y a incohérence entre les habitudes de vie des familles dans les anciennes maisons et les conditions structurales dans lesquelles elles se trouvent placées soudainement. Le mode de vie des couches supérieures est assez mal connu des familles populaires. Pour apprendre à s'orienter, il leur faut chercher les régularités, les constantes socio-culturelles de cet environnement afin d'en saisir la cohérence<sup>13</sup>. Mais il est d'autant plus difficile de s'orienter dans un milieu donné que la culture qui lui correspond est plus riche en particularités, et la culture bourgeoise est de ce point de vue infiniment complexe. Il est donc normal que dans l'obligation où elles se sont trouvées de devoir repenser leur mode de vie et leur comportement, les familles de San Leonardo aient traversé une période de crise faite d'incertitude et de balbutiements. L'adaptation n'allant pas de soi, cela peut expliquer en partie l'isolement dans lequel chacune s'enferme pour effectuer, loin du regard des autres, son apprentissage.

Dans les maisons anciennes des secteurs dégradés, les habitudes de vie de chacun étaient en harmonie avec celles du groupe tout entier. Sans que ce groupe puisse être considéré comme un lieu d'interconnaissance et d'échange idyllique, la pression sociale y était suffisamment forte et le contrôle croisé efficace pour conférer homogénéité et unité de penser et d'agir aux individus. Le lexique des possibles et des interdits était apparemment connu de tous de telle sorte que chacun disposait d'une structure de reconnaissance lui permettant de se situer et d'échanger avec les autres.

On peut penser qu'avec la crise du logement, les habitants des quartiers dégradés n'avaient que peu d'espoir d'échapper à leur vie de misérables et que la vétusté même de leur habitat éliminait toute une série de besoins (comme ceux de l'embellir ou d'y recevoir) ou mieux que cela les mettait sous silence. En l'absence de toute volonté de privation à cet égard, l'esprit n'était alors occupé que par le soin de satisfaire les besoins les plus élémentaires, étrangers à toute idée d'accumulation. Ce qui aurait pu devenir désirs ou ambitions était ainsi relégué dans des sphères proches de celles du rêve. L'habitus des « San Leonardonais » était d'autant moins affiné, d'autant moins structuré que les potentialités objectives de réalisation étaient demeurées peu probables<sup>14</sup>. Or, lorsque les possibilités d'effectuation des pratiques furent d'un coup changées (au moment du relogement) des besoins apparurent, mais les dispositions intériorisées par les habitants étaient restées très floues. Les habitants des maisons dégradées se trouvèrent peu préparés face à cette expérience nouvelle, qui les avait pris au dépourvu (rappelons qu'ils avaient eu peine à y croire jusqu'au dernier moment), et sérieusement désemparés par le passage à l'acte. La synchronie s'établissant mal entre le système des dispositions intériorisées et la situation inattendue dans laquelle ils étaient transportés, il en résulta une conjoncture de crise marquée par beaucoup d'hésitation, de trouble et d'agitation.

Le changement de statut social, produit par le relogement, ayant précédé le changement de condition économique (la place dans le travail), les modifications socio-culturelles engendrées (les aspirations et les modes de penser nouveaux) ne pouvaient qu'être exogènes au groupe, c'est dire que l'installation dans les appartements neufs s'effectua

<sup>13</sup> Cf. à ce sujet Georges Devereux (1970).

<sup>14</sup> Intégrant à chaque instant la condition sociale (la place dans les rapports sociaux et celle sur le marché du logement par exemple), l'habitus délimite de lui-même le champ du possible et élimine, éloigne ou laisse dans le vague ce qui n'est pas envisageable dans un avenir assez proche.

en rupture avec ce qu'avait été le mode de vie précédent, généré par la misère et empreint de convivialité. Le système de valeurs que les gens adoptèrent collectivement, après le relogement, fut exempt de toute perspective de réalisation communautaire. Le modèle opératoire, dans les représentations, devint le modèle de la société capitaliste libérale, fondée sur le concept d'individu avec le mythe que dans ce système tout le monde a sa chance (même si peu réussissent). Le repli sur soi, dans ce cas, peut être expliqué comme l'émergence de l'esprit de compétition (produit par l'atomisation de la société), nécessaire à l'affirmation de l'individualité pour la conquête d'un statut.

Les transformations que subit la vie sociale de l'îlot réhabilité sont profondes, complexes et laborieuses, mais certains signes laissent entrevoir une évolution. L'observation minutieuse des relations que les gens établissent entre eux montre, en effet, que de nouveaux réseaux d'affinité se mettent en place. Peu à peu, des regroupements s'opèrent : les longues soirées d'été deviennent ainsi l'occasion pour les habitants de certaines maisons de se retrouver dans les jardins et de jouer aux cartes. On a aussi vu, au moment des élections, une soirée d'information électorale organisée dans les jardins se terminer par des danses au son d'un accordéon.

Ces rapprochements nouveaux sont souvent le fait d'acteurs idéologiques particuliers (militants du parti communiste ou responsables de l'association des retraités), ils peuvent aussi être d'ordre ethnique (les Méridionaux) ou la survivance d'une relation ancienne (parfois antérieure à l'immigration). Il s'agit, dans tous les cas, de formes nouvelles de sociabilité à l'intérieur desquelles la communication s'établit avec réserve, sur fond de méfiance : *Si on a l'occasion de parler, il faut être attentif à ce que l'on dit (...). Il n'y a plus le beau brillant des rapports d'autrefois, mais ça commence à aller mieux.* Les habitants qui ont, durant un long moment, perdu le contrôle des stratégies des uns et des autres ne maîtrisent plus toutes les données du jeu. Le champ social résidentiel est devenu un lieu où s'élabore le processus d'isolement et de protection de la famille constituée en acteur autonome. La vie sociale relationnelle, qui fait son apparition, sera forcément différente de ce qu'elle fut dans le passé parce que les conditions de l'interaction ont changé et que chacun a le sentiment que l'autre trouve ailleurs son identité. La convivialité d'autrefois, fondée sur l'intensité des échanges, se transforme ainsi en une sociabilité beaucoup plus « mondaine » au sens où la mise à distance est posée en éthique.

Notre présentation des conséquences sociales de l'opération d'urbanisme serait, toutefois, incomplète si nous n'envisagions d'exposer maintenant les effets de l'interférence entre la vie politique locale (et le rôle de ses protagonistes) et la vie sociale de l'îlot réhabilité. L'expérience urbaine bolonaise ne tint pas sa célébrité seulement de la « conservation sociale », elle fut aussi pionnière par son volet plus directement politique : la décentralisation avec son corollaire de « participation ».

## ☐ Intromission du pouvoir municipal dans la vie sociale

En Italie, pour des raisons historiques, l'image du pouvoir communal est très forte, les communes ont toujours eu une grande autonomie et même lors de la domination de l'Église à Bologne, le pouvoir du Vatican était conditionné à l'acceptation de son légat par la ville. L'aventure mussolinienne, de son côté, réussit à peine à estomper l'image d'un pouvoir communal tout-puissant que la situation de faiblesse de l'État actuel vient au contraire renforcer. Les allures de forteresse imprenable du palais municipal

bolonais ajoutent encore à la distance qui sépare les représentants élus des administrés. On comprend que le maire assis au sommet de la hiérarchie fasse figure de personnage sacré et inaccessible et on imagine mal que des individus arrivés depuis peu à la ville se lancent à l'assaut de la forteresse.

De leur côté, les habitants des quartiers dégradés n'étaient, avant l'intervention, que des émigrés qui vivaient une phase transitoire entre leur village d'origine et la ville où ils étaient venus. Les modes de vie qu'ils avaient développés à l'intérieur de ces aires ségréguées tendaient à préserver l'intimité et la solidarité caractéristiques des relations de voisinage du type villageois. Même si pour certains, le travail, ou pour d'autres, l'école (des enfants) pouvaient aider à jeter quelques ponts vers la ville politique, la culture urbaine leur restait largement étrangère. Le personnage de l'intermédiaire faisant défaut dans le secteur étudié, les habitants n'avaient, en général, personne à qui s'en remettre pour intercéder auprès des représentants du pouvoir ou de l'administration d'où leur ignorance et leur désintérêt vis-à-vis de ces derniers.

Afin d'intégrer l'opération réhabilitation dans son projet politique plus vaste de décentralisation et de participation, la municipalité, elle, cherchait les moyens d'impliquer directement les habitants. La commission d'urbanisme créée depuis plusieurs années n'ayant rencontré aucun écho auprès des habitants du secteur (elle était en fait dominée par les intellectuels), on institua (en 1974) une nouvelle commission dite « location » chargée de l'attribution des logements et de la fixation du coût des loyers (en fonction des revenus familiaux). Cette initiative ne suscita pas davantage l'intérêt des familles qui hésitaient même à se déplacer pour assister à des réunions d'information organisées spécialement pour elles et alors qu'elles étaient individuellement pressées d'y participer. Il semble que jusqu'au dernier moment, personne ne croyait à l'impossible relogement.

Lorsque le « miracle » se produisit, en 1975, les habitants eurent par contre la preuve tangible de l'existence du pouvoir qui entraînait directement en contact avec eux. Ce moment, qui introduisit un changement radical dans leur vie, participa grandement à leur « entrée » dans la ville : les immigrés devenaient des citoyens. Du coup, et comme ils n'étaient pas dans l'ensemble politisés, ce pouvoir devint omniprésent dans leur esprit. Un rapport de dépendance était créé c'est-à-dire que les gens cessèrent de se fier à leur capacité, à leur intelligence, à leur bonne étoile pour attendre tout de ce nouveau Dieu. Au contraire des bourgeois, comptant avant tout sur leurs propres forces, dans leur tentative d'ascension sociale, les « réhabilités » furent amenés à penser que les divinités existaient réellement et la présence de ce pouvoir surnaturel à côté de soi fit que l'on s'adressa tout naturellement à lui. L'enthousiasme des débuts aidant, les administrateurs n'hésitèrent pas, de leur côté, à descendre en première ligne, participant à des réunions-débats, rendant visite aux habitants, etc. La réponse de ces derniers fut immédiate, ils demandèrent davantage, chacun essayant de cultiver une relation privilégiée avec l'un ou l'autre des représentants de l'administration qui se transforma ainsi, dans les représentations, en un panthéon au sein duquel les divers assesseurs, architectes ou présidents de commission étaient l'objet de cultes (ou de représailles) particuliers. Inutile de dire les difficultés rencontrées alors par la commission location dont certains membres furent savamment sollicités par des habitants qui prenaient enfin conscience de l'enjeu représenté par cette institution.

Manquant totalement de recul et pris dans le feu de l'action, les responsables municipaux manifestèrent dès les premiers relogements la volonté politique d'aller encore plus

loin dans la décentralisation en faisant prendre en charge par les habitants la gestion du patrimoine qui leur était confié; l'autogestion devant s'exercer sur l'utilisation des chaudières collectives et l'entretien des espaces communs et des jardins. Le conseil de quartier demanda alors aux habitants de chaque maison d'élire un représentant appelé « chef d'escalier ». Des réunions entre « chefs d'escalier » et responsables municipaux étaient prévues périodiquement dans les locaux du centre civique de quartier (siège de la décentralisation). Mais une équivoque demeurait quant au sens que toutes les parties en présence donnaient à cette forme de participation. Les édiles la concevaient comme un moyen de surveillance et d'entretien du patrimoine en même temps qu'un moyen de contrôle social. Les chefs d'escalier y trouvaient une certaine « aura », une valorisation de leur position sociale en quelque sorte consacrée par le caractère officiel de leur fonction. Les habitants, eux, y voyaient un moyen de faire aboutir les exigences nouvelles engendrées par le relogement.

À peine mis en place, ce système d'autogestion fut immédiatement secoué par d'importantes tensions internes. Les premières revendications n'ayant pas été suivies d'effet, les habitants commencèrent à déchanter et surtout à se poser des questions sur le rôle réel des « chefs d'escalier »; ceux qui avaient déjà pris ombrage du pouvoir qu'ils venaient de confier à certains ne tardèrent pas à émettre des doutes sur la validité de l'expérience. Ce qui se jouait du côté des administrés était en réalité le rapport que chacun rêvait d'établir avec le pouvoir. Les délégués étaient clairement suspectés de tirer avantage de leur position; n'avaient-ils pas, grâce à leurs réunions dans les bureaux de l'administration, un pied dans les coulisses du pouvoir? De ce pouvoir magique, de qui l'on détient tout et de qui l'on attend tout! La situation devint très vite insupportable aux habitants, tout comme pour l'administration. L'expérience autogestionnaire « dirigée » prit fin pratiquement d'elle-même en 1976, après avoir mobilisé beaucoup d'énergie, fait naître quelques espoirs et apporté son lot de déception à l'ensemble de la population.

De son côté, la commission location de quartier, après d'immenses soubresauts, devait se dissoudre en avril 1977, dans un climat de scandale orchestré par la presse locale de droite. Après l'abandon de l'auto-gestion, la dissolution de la commission location marquait l'échec d'une politique de gestion décentralisée et correspondait dans les faits à un retour en arrière sur le plan de la participation. Les administrateurs les plus en vue reprirent eux-mêmes un peu de champ, laissant la bureaucratie beaucoup plus anonyme faire écran entre les uns et les autres.

La décentralisation poussée jusqu'à l'autogestion en kaléidoscopant l'image du pouvoir communal au niveau de l'imaginaire collectif n'avait fait qu'obscurcir et renforcer ce pouvoir, tout en donnant l'illusion de vouloir le rapprocher, de vouloir le faire partager. L'une des contradictions du projet municipal était d'avoir été fondé sur une analyse qui mystifiait l'aspect communautaire du mode de vie et des rapports sociaux antérieurs, au moment même où la transformation de l'habitat induisait un bouleversement dans les rapports sociaux, avec rupture du système des relations interpersonnelles, quasi interruption de la communication directe et désengagement vis-à-vis de toute forme d'organisation communautaire.

Les changements introduits par la réhabilitation dans les conditions de logement des habitants du secteur urbanistique San Leonardo ont donc bouleversé les modes de vie des familles qui jusqu'alors réglaient leur conduite d'après les schémas de convivialité prévalant dans les quartiers dégradés. L'entrée dans les appartements restaurés par la municipalité, en modifiant les pratiques de la vie quotidienne, rompit l'homogénéité entre les conduites devenues possibles et les éléments constitutifs des représentations, ouvrant la voie à la définition de nouvelles pratiques.

Ce constat exprime le décalage entre le projet architectural lié à une certaine idée de l'habitat, et les pratiques sociales nouvelles développées par les utilisateurs. Il montre (si besoin était !) que le milieu résidentiel ne peut être conçu à partir de la simple projection des valeurs d'un groupe. La vie sociale est, en effet, à chaque instant, le produit complexe d'intérêts multiples, parfois divergents, qui n'existent pas a priori et qui se redéfinissent sans cesse en fonction des nombreux critères caractéristiques des situations dans lesquelles évoluent les individus.

Tout bien considéré, le projet de réhabilitation du centre ancien de Bologne se présente un peu comme un projet des « Lumières ». Abordant l'éternelle question des aires ségréguées dans une perspective communiste de la politique et de l'histoire, les édiles espéraient changer de l'intérieur, par l'amélioration des conditions de logement, la façon de vivre des habitants maintenus sur place, mais aussi leur manière d'être des citoyens. L'idée que la transformation de l'habitat puisse faire apparaître un homme nouveau est inscrite en filigrane dans ce projet; l'ouvrier « aseptisé » des philanthropes et dames patronnesses du XIX<sup>e</sup> siècle cédant la place à un ouvrier « participant » tel que pouvaient en rêver des intellectuels de gauche dans les années soixante-dix. Une telle réponse conçue en rupture avec les choix faits par les autorités municipales des siècles précédents<sup>15</sup> n'échappe pourtant pas à cette forme d'utopie née avec l'urbanisme, et qui laisse croire aux aménageurs qu'en agissant sur le seul contenant, on pourra déterminer le contenu.

Pas davantage que les projets d'assistance du passé, le plan de conservation sociale de 1973 ne cherche fondamentalement à déraciner la misère, il vise plus simplement à faire œuvre de justice sociale en venant au secours des plus démunis. L'action des édiles contemporains ne se veut pas assistancielle, mais elle est perçue comme telle par ses bénéficiaires parce qu'elle en revêt, pour eux, tous les caractères. Les pauvres de l'époque moderne se cachaient sous une cagoule pour recevoir l'assistance, on les appelait les « pauvres honteux », nous avons vu que nos contemporains ont pareillement honte de l'assistance dans laquelle ils se sentent empêtrés et combien ils déploient d'efforts pour l'évacuer.

Qu'un pont historique puisse ainsi être jeté entre des interventions aussi distantes dans le temps et issues de régimes aussi différents, voire opposés, n'a rien de choquant en soi et ne constitue nullement une provocation. Les mentalités et les systèmes culturels n'évoluent que très lentement. Le système culturel qui a produit le plan de réhabilitation bolonais présente des différences notoires avec celui qui engendra « l'œuvre des mendiants », il ne s'agit pourtant pas de deux systèmes antagonistes, mais d'un seul et même ensemble ayant subi des évolutions importantes et qui reste fort imprégné de la même matrice religieuse unificatrice. C'est à la culture judéo-chrétienne, qui nous

<sup>15</sup> Confrontées au même problème, les anciennes équipes municipales avaient successivement opté pour : l'enfermement, le travail obligé (dans une maison de travail) ou l'expulsion hors les murs dans des logements pour les « humbles » !



baigne depuis des siècles, que nous devons les traits assistanciers de la « conservation sociale », c'est à elle également que l'on doit les réactions des habitants qui mettent un point d'honneur à ne pas être assistés et qui cherchent par tous les moyens à montrer aux autres, et à se prouver à eux-mêmes qu'ils ont mérité leur logement.

Plusieurs systèmes de représentation coexistent ainsi dans un même ensemble culturel. L'opposition entre les uns et les autres, en partie formelle, répond en fait à l'existence de plusieurs niveaux de culture à l'intérieur desquels les hommes nourrissent des rêves et des utopies en partie contradictoires. Tandis que les architectes projetaient leur utopie vers le passé, vers un âge d'or exemplaire – en reconstituant le cadre de vie des habitants de la pré-révolution industrielle, ils souhaitaient implicitement voir renaître un système de relations sociales devenues mythiques – les habitants, eux, se projetaient vers le futur, ils attendaient de la maison restaurée qu'elle les propulse dans l'orbite de la bourgeoisie nourricière, source de bien-être dans la consommation.

Le déphasage dans les représentations des uns et des autres est évident, la réhabilitation ne pouvait produire, sur le plan social, les effets attendus. Mais cela était-il prévisible et était-ce bien l'essentiel pour les concepteurs du projet ? Les urbanistes n'en sont-ils pas, d'une manière générale, réduits à formuler des vœux pieux presque systématiquement déjoués par les faits ? Si l'on examine les résultats urbanistiques, en revanche, le plan n'est pas loin d'être une réussite. En amorçant, à grande échelle (cinq secteurs à la fois), la réhabilitation des quartiers populaires, l'intervention municipale contribua, en effet, à une large prise de conscience collective des qualités environnementales de ces quartiers. On peut aujourd'hui penser qu'ainsi revalorisés et même en l'absence d'un refinancement public de ces opérations<sup>16</sup>, le processus de sauvegarde de ce patrimoine important est enclenché et qu'il se poursuivra de lui-même. La seule question qui reste maintenant posée aux administrateurs est de savoir quelle part du parc d'habitation, en centre historique, ils entendent laisser à la spéculation et quelle part ils voudront, au contraire, préserver pour des logements populaires, répondant à l'objectif proclamé dans le plan : « la reconquête du centre par le prolétariat ».

## BIBLIOGRAPHIE

BOURDIEU P.

1972 *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris/Genève: Droz.

CERVELLATI P.L. et R. Scannavini

1973 *Bologna : politica e metodologia del restauro nei centri storici*. Bologne: Il Mulino.

CHAMBOREDON J.C. et M. Lemaire

1970 « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, XI: 3-33.

CLARONI C.

1972 *Stato delle abitazioni e struttura della popolazione*. Bologne: Commune di Bologna.

<sup>16</sup> Les changements de responsables intervenus dans l'équipe municipale laissent penser que la réhabilitation des quartiers populaires en centre historique ne rencontre plus, aujourd'hui, qu'une adhésion mitigée chez les membres de la direction politique des affaires bolonaises. Il semble que les administrateurs orientent davantage leurs efforts vers la périphérie ouvrière, jugée, sans doute, plus propice à la satisfaction immédiate des couches électorales mécontentes de la réhabilitation pour les marginaux.

- DEVEREUX G.**  
1970 *Essais d'ethnopsychiatrie générale*. Paris: Gallimard.
- DURKHEIM E.**  
1899 « Morphologie sociale », *L'année sociologique*, 2e année, sixième section.  
1930 *Le suicide*. Paris: Presses Universitaires de France.
- GOODENOUGH W.H.**  
1971 *Culture, Language and Society*. Mass.: Addison-Wesley.
- GUIDICINI P.**  
1976 *Sociologia dei quartieri urbani*. Milan: Franco Angeli.
- HALBWACHS M.**  
1970 (1938) *Morphologie sociale*. Paris: Armand Colin.
- HEIDEGGER M.**  
1958 « Bâtir, habiter, penser », in *Essais et Conférences*. Paris: Gallimard.
- HOWARD E.**  
1902 *Villes-jardins de demain*. Chine: Tientsin Press Limited.
- LE CORBUSIER**  
1935 *Ville radieuse*. Paris: Vincent et Freal.
- LE CORBUSIER et F. De Fierrefeu**  
1942 *La maison des hommes*. Paris: Plon.
- NORA S. et B. Eveno**  
1976 *Rapport sur l'amélioration de l'habitat ancien*. Paris: La Documentation française.
- PARK R.E.**  
1926 « The urban community as a spatial pattern and a moral order »: 3-18, in E.W. Burgess, *The Urban Community*. Chicago: University of Chicago Press.
- TANTER A.**  
1979 *Conservation sociale et culturalisme : la restauration du centre historique de Bologne*.  
Thèse de 3e cycle, Paris: École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- WALLACE A.F.C.**  
1961 *Culture and personality*. New York: Random House.
- WIRTH L.**  
1928 *The ghetto*. Chicago: University of Chicago Press.

## RÉSUMÉ / ABSTRACT

### *L'envers de la réhabilitation*

La municipalité de Bologne (Italie) lançait en 1973 un plan de réhabilitation, avec conservation sociale, des quartiers populaires dégradés du centre historique. L'enquête ethnologique conduite dans le premier îlot restauré montre que le relogement est perçu par chaque famille comme le point de départ d'une trajectoire ascensionnelle qui ne peut être parcourue qu'individuellement, d'où la rupture observée dans le système des relations sociales et l'apparition d'un terrain de hiérarchisation entre les familles. Dans leurs représentations, les habitants tentent vainement d'évacuer l'assistance dont ils se sentent l'objet; le projet et ses auteurs sont ainsi unanimement cloués au pilori.

### *The Other Side of Rehabilitation*

In 1973, the municipality of Bologna (Italy) launched a plan to rehabilitate the residential deteriorated parts of the city's historic center, while preserving their social structure. The ethnological survey made in the first renovated part of Old Bologna shows that relocation is perceived by families as the starting point for an upward trajectory which can be followed only by individuals; hence a break in the system of social relations and the appearance of hierarchic order among families. People try in vain to get rid of the feeling that they are an object of social assistance; thus the project and its originators are severely criticized.

Bernard Légié  
11, rue Émile-Gilbert  
75012 Paris  
France